

Chapitre 22

Gérer la forêt du corridor ou aménager l'espace régional ?

Toillier A. & Serpantié G.

Résumé : A Madagascar l'extension des aires protégées continue d'être une revendication forte des milieux de la conservation. Malgré un passage institutionnalisé à une gestion locale des forêts par et pour les communautés rurales, le corridor de Fianarantsoa fait avant tout l'objet d'un plan d'aménagement pour la conservation avec la mise en œuvre de nouvelles catégories d'aires protégées. Les liens entre protection durable et développement local ne semblent toujours pas identifiés. Entre centralisme et particularisme micro-local on se propose d'identifier des entités intermédiaires où peut se planifier une véritable dynamique de développement compatible avec les zonages de conservation. Pour cela nous avons mené une analyse des répercussions des différents zonages mis en œuvre dans le corridor sur l'organisation des activités agricoles et des dynamiques de développement à l'échelle régionale et locale, ce qui permet en retour d'éclairer l'intérêt d'un aménagement du territoire dans sa globalité pour concilier conservation et développement.

Mots-clés: conservation, aménagement du territoire, développement rural

Introduction

Depuis la conférence de Rio en 1992, le lien entre protection durable et développement local a été éternisé. Les populations locales doivent bénéficier de la conservation et de la valorisation des forêts pour qu'elles deviennent parties prenantes de cette conservation (IUCN/UNEP/WWF, 1991; Brechin *et al.*, 2002 ; Kaimowitz, 2003). Mais le cas malgache illustre la difficulté du passage effectif d'une conservation excluante à une conservation intégrée. Cela s'explique en partie par les difficultés inhérentes à la mise en œuvre d'un double processus de décentralisation et d'intégration régionale de la gestion de la conservation. Pour répondre à la volonté du gouvernement d'étendre les aires protégées, les corridors forestiers sont devenus les nouvelles échelles de la conservation. Cette approche issue du milieu biologiste s'est imposée d'autant plus facilement qu'elle coïncide parfaitement avec l'extension des forêts résiduelles dans l'Est de l'île, qui se présentent sous forme d'une bande étroite étirée du Nord au Sud (cf. chap. 1). Alors que la conservation est maintenant pensée globalement à des échelles éco-régionales avec des appuis financiers étrangers importants, le développement continue d'être envisagé à un échelon local avec pour principal moteur les initiatives des populations villageoises et de faibles implications des autres secteurs scientifiques et agricoles (chap 19). Dans le cadre des dispositifs de transferts de gestion, on leur demande d'envisager par elles-mêmes toute perspective de développement dans les limites de leur territoire en limitant l'extension des terres agricoles et en adoptant des pratiques compatibles avec la conservation des forêts.

Ces constats ouvrent la porte à un nécessaire renouvellement des actions à conduire pour passer véritablement d'une gestion forestière sectorielle à un développement rural planifié. Le développement rural, à l'inverse de ce que certaines analyses laissaient imaginer il y a une quinzaine d'années avec le développement des approches de " gestion de terroir ", ne conduit pas à de seuls processus d'endogénéité et de repli, mais se construit au contraire sur la base d'espaces ruraux ouverts et interconnectés avec l'extérieur (Abaab & Guillaume, 2004). Les trajectoires de développement des territoires villageois sont dépendantes des caractéristiques de leur propre milieu mais aussi de leur

position au sein de réseaux régionaux d'échanges économiques. L'enjeu est alors de définir, entre centralisme et particularisme micro-local, des entités intermédiaires où peut se planifier une véritable dynamique de développement compatible avec les zonages de conservation.

Pour cette recherche d'un nouveau maillage territorial nous nous sommes intéressés aux pratiques de maîtrise de l'espace des populations locales. Elles constituent l'un des points d'entrée dans la compréhension des processus de différenciation des territoires et de leurs trajectoires de développement. Notre démarche a consisté à appréhender dans un premier temps le développement local effectif dans la région du corridor et sa prise en compte ou non dans les actions de conservation. Un référentiel régional des structures spatiales qui sous-tendent l'économie régionale et les dynamiques agraires a ensuite été élaboré. Dans un second temps, les modifications des stratégies paysannes découlant de la mise en place des zonages de conservation ont été analysées localement dans certains territoires aux caractéristiques géographiques contrastées. Une attention particulière a été portée à la réorganisation des échanges, des déplacements et à la modification de l'utilisation des infrastructures. Nos résultats permettent d'identifier des entités spatiales pertinentes sur la base de critères géographiques ainsi que des pistes d'aménagements pour concilier conservation et développement aux deux échelles locales et régionales.

Méthode : des modèles d'organisation pour le diagnostic du territoire

L'objectif dans ce chapitre n'est pas de proposer de nouvelles entités spatiales de gestion, mais d'identifier les principales structures et dynamiques de la région du corridor afin de mettre en évidence les compatibilités et incompatibilités potentielles avec le schéma d'aménagement proposé pour la conservation. Les faisabilités technique, sociale et culturelle des suggestions ne pourront être validées qu'avec les acteurs dans des étapes ultérieures de Recherche-Action (Benoit *et al.*, 2006). Il s'agit donc ici d'un balisage a priori, laissant ouvert le champ des possibles, en fournissant un référentiel des structures spatiales sur lesquelles s'appuie et se développe l'économie régionale. Après une analyse régionale des relations développement-conservation, à travers l'étude de l'" offre de développement " qui a accompagné depuis une dizaine d'années la mise en place de dispositifs de conservation (échelle du corridor), les différentes activités agricoles ont été schématisées. La superposition des activités dans un schéma d'ensemble permet de faire émerger de nouvelles structures organisationnelles. Les spécificités territoriales ont été explorées et décrites en s'appuyant sur les caractéristiques agro-écologiques de la région, les dynamiques de peuplement et un ensemble d'enquêtes dans une dizaine de sites identifiés comme ayant des spécificités au sein de la région. Des enquêtes auprès d'experts (directeur du parc de Ranomafana, agents de développement des ONG et des services décentralisés malgaches) ont permis de valider les organisations identifiées. Ces analyses ont permis de réaliser un découpage du territoire en unités agro-écologiques et de représenter les principaux flux de produits et d'hommes, les pôles urbains, les axes de communication. Des enquêtes individuelles auprès de ménages paysans ont été conduites dans quatre territoires villageois riverains du corridor afin d'analyser plus précisément les stratégies paysannes et leurs réponses aux mesures de conservation mis en place entre 2001 et 2003 (voir chaps. 20 et 21). Deux sont situés en lisière est et deux en lisière ouest du corridor (Figure 40).

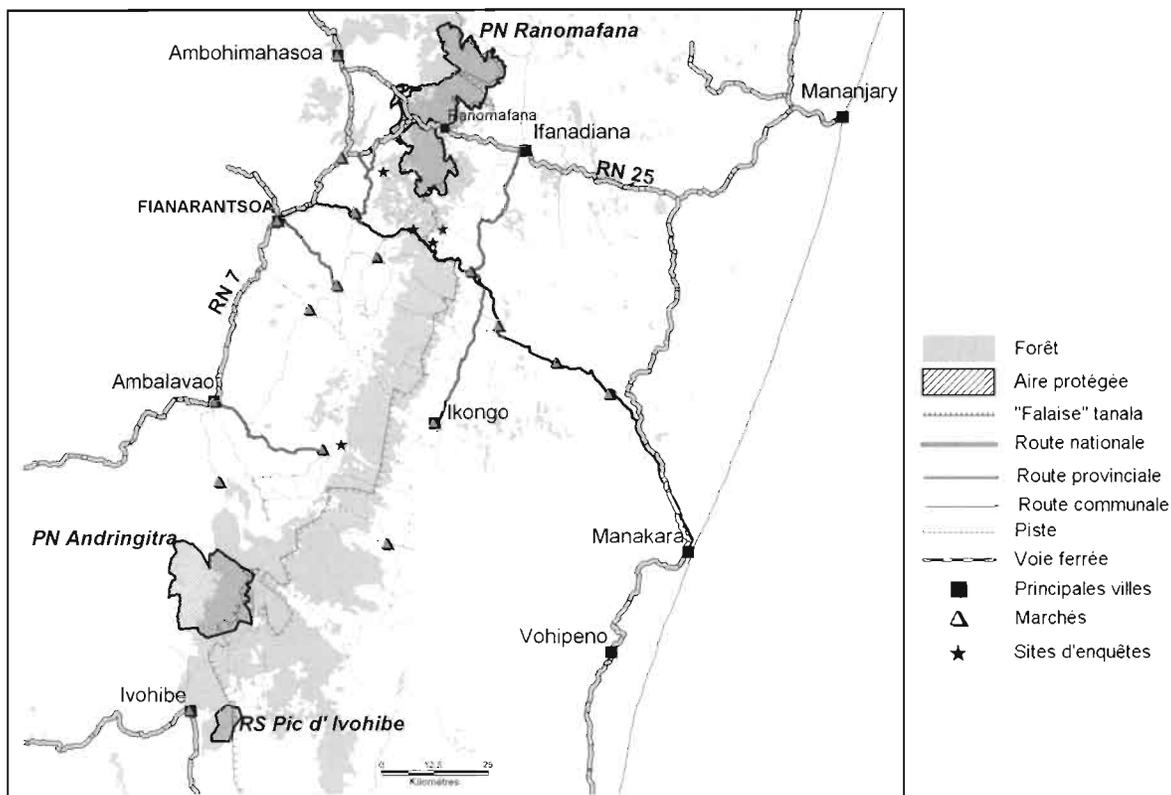


Figure 40 : Infrastructures et localisation des marchés dans le corridor RA

Résultats

Conservation ou développement dans la zone du corridor ?

A la suite de la création des parcs nationaux de Ranomafana et Andringitra, le corridor de Fianarantsoa est inscrit depuis le milieu des années quatre-vingt-dix dans une campagne à la fois nationale et internationale de conservation des ressources naturelles. La première phase de mise en place des transferts de gestion GCF et GELOSE (1996-2006) a correspondu à une urgence de conservation avec la priorité mise sur des zonages de conservation et une responsabilisation des populations locales. Les productions forestières artisanales traditionnellement commercialisées (manches d'outils, bambous), ont été sévèrement réglementés voire interdites. Les appuis au développement ont privilégié les zones faciles d'accès avec réhabilitation d'infrastructures régionales (train, pistes) et ont consisté en des appuis locaux classiques pour l'agriculture dans toutes les zones, sans distinction de spécificités en ce qui concerne les thèmes techniques et économiques développés (SRI-SRA, variétés, engrais à crédit, rizi-pisciculture, courbes de niveau, petits barrages etc.) (voir chapitre 19). On note la rareté des appuis à l'élevage mais aussi à la foresterie villageoise dans une région dont la vocation forestière avait été soulignée par de multiples actions de plantations d'arbres exotiques (eucalyptus, pins, acacias) depuis 1927, et est patente vu les savoirs locaux en matière d'utilisation et de transformation du bois. La multiplicité des contrats GCF et GELOSE établis (plus de 80 en moins de 5 ans, soit près de 140

000 ha contractualisés) et le faible nombre d'agents d'appui ont limité les capacités de suivi et d'évaluation. Elles ont été encore plus affaiblies avec la restructuration administrative de 2002 et la suppression du niveau provincial. La localisation du corridor de Fianarantsoa à la limite de 19 communes et de 5 régions pose un réel problème de coordination et de cohérence des actions de conservation et de développement. L'état des lieux se présente donc sous la forme d'une mosaïque de dispositifs et d'acteurs de la conservation et du développement qui ne s'articulent que partiellement à travers une instance consultative : le comité multi local de planification (CMP), et un bailleur de fonds majeur, l'USAID (voir chapitre 19).

A la suite du comité " Vision Durban " en 2002, qui a priorisé ce corridor, un consortium de bailleurs de fonds et d'ONG⁶⁷ a proposé un schéma d'aménagement pour inclure le corridor dans le nouveau système d'aires protégées de Madagascar. Il consiste en un "site de conservation" associant noyaux durs au cœur du corridor (" zones prioritaires de conservation ") et zones périphériques (" zones d'utilisation durable ") (Figure carnet central 31). Les zonages des transferts de gestion déjà existants seront inclus dans ces nouvelles délimitations et les zones de forêt encore non transférées pourront faire l'objet d'une mise en protection grâce à de nouvelles catégories d'aires protégées dont la forme juridique est en cours d'élaboration. Cependant, après près de 10 ans d'efforts de conservation sans bénéfices directs, les populations rurales relayées par les maires commencent à se démobiliser et à exiger de véritables mesures d'aide au développement en préalable. L'enjeu actuel consiste donc à dépasser l'antagonisme conservation-développement qui se révèle aussi bien sur les plans spatiaux que temporels. Dans ce contexte les ONG cherchent des moyens d'appuyer les initiatives locales de développement pour pérenniser les contrats GCF et GELOSE actuels, tout en gardant une échelle d'action régionale en limitant le nombre d'unités de gestion.

Le corridor : un espace marginal

Les grandes entités agro-écologiques

La région du corridor s'organise en 3 zones agro-écologiques orientées nord/sud. Le corridor, correspondant à une zone climatique particulière (cf. chap. 2), est encadré de 2 espaces ruraux différenciés par les caractéristiques du milieu et les populations qui y vivent. A l'Ouest, le pays betsileo et à l'Est, le pays Tanala. L'escarpement de près de 500 m de dénivelé de la partie est du corridor occasionne un brutal changement dans les conditions climatiques, et la limite des 800 m constitue la frontière de l'écologie de l'agriculture tanala. Elle délimite l'aire de répartition de cette population. L'expansion des surfaces cultivées par la pratique de défriche-brûlis, considérée comme l'une des menaces majeures pour la pérennité du corridor, reste donc faible. La lisière est surtout menacée par la culture de bananiers (700 à 1000 m) près des voies de communication. La lisière ouest relativement stable à l'échelle régionale est cependant marquée localement par une déforestation active, et dans le massif lui-même. De plus la frange forestière ouest est plus hétérogène qu'à l'Est avec de nombreuses discontinuités et fragmentations dues à des clairières agricoles permanentes autour de bas-fonds rizicoles et à des savanes incluses servant de pâturage (chap. 5). Ce couloir forestier présente donc deux bandes forestières aux caractéristiques physiques et climatiques différentes dont découlent des pratiques agraires et des dynamiques de déforestation différentes de part et d'autre (Figure 2).

⁶⁷ Les principales ONG sont: l'USAID via le programme ERI, Conservation International : CI, World Wildlife Fund : WWF, Wildlife Conservation Society : WCS

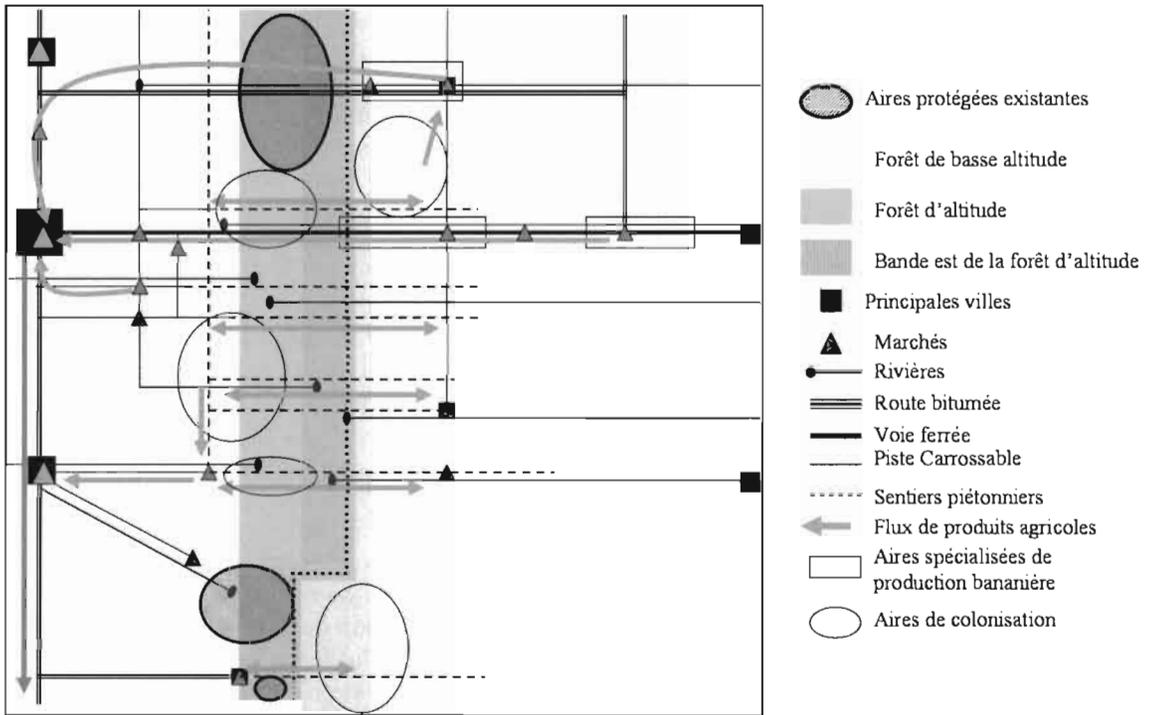


Figure 41 : Flux et spécialisations territoriales dans le corridor RA

Principales infrastructures et localisation des villes

Les trois principaux axes de communications de la région du corridor sont la voie ferrée qui relie Fianarantsoa à la côte est (FCE), mise en service fin des années 20, la route nationale n°25 qui passe par Ranomafana et relie également Fianarantsoa à la côte est (Figure 41). Cette route était bien souvent impraticable en saison des pluies sur de nombreux tronçons. Ce n'est que très récemment (en 2006) que la partie reliant Ranomafana à Ambohimahasoa a été bitumée, alors que le développement de cette région est censé être axé sur l'écotourisme dont le centre organisateur est Ranomafana. La route nationale Nord-Sud RN7, en bon état et autorisant le passage de poids lourds, longe l'Ouest du corridor et relie la capitale Antananarivo à la côte Ouest (Tulear). Les trois grandes villes à proximité du corridor sont Fianarantsoa, Ambohimahasoa et Ambalavao. Deux routes communales longent également le corridor, l'une en pays Betsileo reliant la voie ferrée aux routes nationales et l'autre désenclavant une partie du pays tanala jusqu'à Ikongo. Mais ces pistes en terres sont d'état très variable et ne permettent pas le passage de poids lourds en toute saison.

Dynamiques de peuplement et spécialisations territoriales

Les différentes zones identifiées dans la région du corridor sont interdépendantes sur les plans économique et social, pour des raisons historiques et par complémentarité des ressources dont elles disposent.

En pays betsileo la plus ou moins grande disponibilité de bas-fonds et les besoins en terres à riz ont déterminé récemment des zones de colonisation différentielles liées à la répartition des unités géomorphologiques (chap. 2). On distingue 2 sous-zones : la partie occidentale du pays Betsileo, le long de l'axe de la RN 7 et la marge orientale en lisière du corridor. La partie occidentale du pays

Betsileo est organisée autour de deux pôles : les secteurs d'Ambohimahasoa-Fianarantsoa et le bassin d'Ambalavao vers lesquels toutes les activités économiques sont tournées. Le riz primeur (*vary aloha*) produit dans la région orientale pour des raisons climatiques et hydrologiques ainsi que le charbon d'Eucalyptus, principale activité secondaire, y sont vendus afin d'être écoulés par la route nationale, axe de passage dense. Les marges orientales du pays betsileo à moins d'une dizaine de kilomètres de la forêt et la bande ouest du corridor forment un tout indissociable. Les paysans installés en lisière se sont toujours servis de la forêt pour l'élevage et pour la collecte d'une grande diversité de produits forestiers qui constituent un revenu non négligeable lors de la période de soudure. Dans cette zone les spécialisations territoriales se sont opérées sur la nature des activités secondaires développées : petit élevage (volaille, porc), bambou pour la fabrication de paniers (transport de fruits, de volaille), le travail du bois (manches d'outils, pilons et mortiers), la fabrication traditionnelle de rhum à partir de canne à sucre, salariat sur place ou dans des régions déficitaires (Ambalavao, pays tanala). Un réseau de marchés de collecte (Alakamisy, Sahambavy, Mahasoabe, voir Figure 41) s'est constitué à proximité de la voie ferrée et des quelques pistes carrossables qui la rejoignent. Les produits sont vendus en grande quantité et très largement dans l'île grâce à l'évacuation des produits via la RN7, relayée par des collecteurs qui s'approvisionnent dans les marchés.

En pays Tanala l'augmentation des densités démographiques dans les années 80 a obligé un changement du système de culture traditionnellement basé sur le riz pluvial associé à des cultures agro-forestières (café, bananes, vergers). Une extension des surfaces de riz irrigué s'est opérée avec l'accroissement des surfaces de riz primeur (*vary aloha*) et l'introduction de nouvelles cultures comme la pomme de terre et le gingembre qui permettent de faire vivre de plus fortes densités de population. De plus les possibilités de salariat ont commencé à attirer les Betsileo en surnombre sur les Hautes-Terres depuis les années 50 qui parfois finissent par s'installer. Deux ceintures spécialisées dans la production de bananes et de gingembre à destination des villes sont apparues. L'une en bordure de la voie ferrée et l'autre de la route Ifanadiana-Ranomafana, où se répartissent les principales bourgades. Le portage constitue une source de revenus importants pour les paysans qui relient les zones de production aux principales aires de collectes le long des voies de transport. Au delà d'une certaine distance, la rentabilité baisse, ce qui explique l'étendue limitée des aires de production (Figure 41). Le marché de Fianarantsoa est déterminant dans le maintien et le développement de cette activité. La plus grande part de la filière banane, y compris la production, est finalement contrôlée par les Betsileo installés à proximité des voies de communication (voir chap. 17). Les zones enclavées du pays tanala sont vouées à la seule agriculture de subsistance, les principaux revenus monétaires étant dus à la production de rhum traditionnel (illégal) et de café. Ces produits sont vendus en petite quantité essentiellement aux Betsileo lorsqu'ils viennent travailler en pays tanala ou sur les marchés betsileo, localisés de l'autre côté du corridor. Ils peuvent également servir de monnaie d'échange avec du riz et ou de la main d'oeuvre, toujours d'origine betsileo.

Le maillage du territoire, support de l'organisation régionale des échanges économiques et des dynamiques de déforestation

De par leurs origines et leur mode de vie, les Tanala et les Betsileo entretiennent des échanges dans le domaine commercial, matrimonial et de travail saisonnier. Une spécialisation s'est opérée. Les productions recherchées par les Betsileo sont le rhum, le café et le porc qui est un animal interdit à la consommation pour les Tanala mais qu'ils peuvent élever et engraisser facilement au manioc, insuffisant en pays Betsileo. Les Tanala vont s'approvisionner sur les marchés betsileo en zébus. Leurs calendriers agricoles étant décalés en raison des conditions climatiques, des complémentarités se sont opérées pour la main d'oeuvre et la gestion de la période de soudure. La main d'oeuvre tanala est

spécialisée dans la défriche, le bûcheronnage, le portage. La main-d'œuvre betsileo est employée au labour, façonnage des pentes et aménagements irrigués (rizières et canaux). Le pays betsileo importe du manioc, des bananes, du rhum du pays tanala, qui importe en retour du riz et des salariés saisonniers. Le corridor est donc traversé par un réseau de sentiers, disposés tous les 10 km environ (Figure 41), reliant le pays Tanala très enclavé aux marchés Betsileo proches de la lisière. Ils assurent ainsi des liaisons économiques fondamentales, orientées est-ouest entre hautes-terres et basses-terres. Les zones de pression sur le corridor sont organisées selon deux déterminants : i) L'existence de terres cultivables et de sources de revenus : il s'agit ici de ressources forestières et minières et de terres de bas-fonds aménageables en rizières ; ii) l'existence d'axes de communication, permettant de s'insérer dans une économie de marché. Depuis les années 90, l'ensemble des communes en lisière ouest du corridor (d'Ambohimahasoa à Ambalavao) présente une moyenne de 100 hab./km². La pression démographique pousse les Betsileo à s'installer dans le corridor le long du réseau hydrographique et le long des axes de communication qui mènent en pays tanala et le long desquels se joue l'économie régionale. Côté Tanala, la zone de pression s'étire de Manampatrana jusqu'à Ranomafana avec une moyenne à 72 hab./km². Actuellement les zones de pression tanala et betsileo s'étirent vers le Sud, jusqu'à Ikongo en pays Tanala (42 hab./km²) et jusqu'à Mahazony en pays Betsileo (87 hab./km²).

Compatibilités des dynamiques économiques locales avec les zonages de conservation

L'économie régionale est donc totalement tournée vers Fianarantsoa et fait du corridor à la fois une véritable barrière économique pour les Tanala et une opportunité de développement pour les Betsileo. Par son caractère massif et sa difficulté de pénétration, les Tanala qui doivent trouver les moyens d'évacuer leurs productions n'ont d'autres solutions que de le faire à dos d'homme par les petits sentiers de contrebande ou par les grands axes de communication largement contrôlés par les collecteurs betsileo et les autorités. Au contraire, les Betsileo voient dans cette forêt une opportunité de développement avec la valorisation des ressources ligneuses et non ligneuses, l'écotourisme et l'aménagement de terres agricoles. Le site de conservation qui doit relier les parcs de Ranomafana et de l'Andringitra contraindra donc ces deux populations mais pour des motifs différents, et risque de déstabiliser l'économie régionale.

Les analyses des stratégies d'adaptation dans les territoires villageois étudiés mettent en évidence les spécificités et atouts régionaux sur lesquels s'appuient les ménages pour trouver des alternatives à l'utilisation de la forêt. Dans les années qui ont suivi la mise en place des zonages de conservation dans le cadre des GCF, les ménages se sont concentrés sur la valorisation de terres qu'ils avaient jusque là négligées : les *tanety* en pays betsileo avec la plantation de cannes à sucre pour la fabrication de rhum, les bas-fonds et les thalwegs avec la plantation de bananiers en pays tanala. Mais ces changements de pratiques agricoles ne suffisent pas à pallier le manque à gagner de la collecte de bois et de la culture sur défriche-brulis. La majorité des ménages au sein des villages étudiés se sont plaints d'un appauvrissement (voir chap 20). Il n'y a pas de compensations rapides et durables aux mesures de conservation hormis les cultures de rente ou la reconversion vers des activités non agricoles. Il faut cependant des infrastructures régionales d'évacuation des produits adaptées à l'évolution des productions, ce qui n'est pas encore le cas. De même les aménagements écotouristiques ne semblent pas encore ouvrir des perspectives aux populations locales étant donné que la gestion du tourisme s'effectue depuis Fianarantsoa et les revenus aux populations locales restent très anecdotiques et très localisés (Fianarantsoa, Ambatolahy-Ranomafana, Andrambovato). On observe

plutôt un déplacement des zones de pression vers les forêts relictuelles de basse altitude, en particulier dans les territoires peu accessibles situés entre les deux axes de la voie ferrée et de la RN n°25, où aucun dispositif de conservation n'a encore été installé.

Discussion

L'importance des modes d'organisation réticulaires dans le changement d'échelle : des territoires villageois à la région

Les pratiques de maîtrise de l'espace constituent un point d'entrée efficace pour l'étude des dynamiques de développement local. Le thème des réseaux dans le maillage de l'espace régional a mis en évidence non pas l'imbrication verticale des territoires mais plutôt des solidarités horizontales comprises dans un espace régional qui dépasse largement le couloir RA en allant jusqu'à la ville de Fianarantsoa. Les coopérations transversales observées remettent alors en question les entités spatiales administratives choisies pour concevoir les actions intégrées de conservation et développement. La nature des échanges traduit des logiques de la maîtrise et de l'organisation des territoires villageois. En retour, l'analyse des stratégies des ménages pour s'adapter aux zonages et aux mesures de conservation a permis de mettre en évidence les ressources et aménagements régionaux sur lesquels il s'appuie. Ce sont les voies de communication trans-corridor et l'organisation régionale des marchés et de la collecte qui assurent des alternatives viables à l'interdiction de la défriche et de la collecte de produits forestiers dans les territoires villageois.

Les enjeux de conservation et de développement dans la région du corridor

Le positionnement d'un noyau dur de conservation dans la bande est du corridor, peu utilisée, ne représenterait a priori pas d'antagonisme radical avec les systèmes agraires locaux, à condition que les axes de communication soient préservés, comme cela a déjà été fait dans le cas du parc de Ranomafana où une tolérance s'est installée vis à vis du passage de piétons sur des axes négociés entre gestionnaires et populations riveraines. Mais ces axes de communication, en particulier les routes et le train, peuvent devenir de véritables zones de pression si le désenclavement d'autres zones de production n'est pas prévu. Dans ces zones les plus désenclavées, des stratégies basées sur la production ou la prédation marchandes ont émergées, notamment dans les filières illégales (rhum, paniers). La production de bananes a poussé à de nouvelles défriches aux alentours de la voie ferrée, en particulier dans le corridor, et aux limites du parc de Ranomafana. Cette culture pérenne réclame de la fertilité et supporte bien le climat du haut de la falaise, contrairement au riz et au manioc. Elle est parfois installée de façon insidieuse, sous forêt, sans défrichements spectaculaires mais progressifs. Ces stratégies semblent s'inscrire de plus en plus dans une logique minière de l'exploitation des ressources naturelles, se substituant aux pratiques coutumières basées sur des logiques sociales et non commerciales. Pour les villages les plus enclavés il est difficile d'envisager le maintien de l'agriculture traditionnelle dans ce contexte de conservation. Les stratégies d'adaptation des paysans sont fragiles dans la mesure où les rares filières développées ne sont pas " sécurisées ". Comme cela a déjà été le cas à maintes reprises à Madagascar, tout trouble politique ou relâchement de la surveillance par les agents forestiers ou comités locaux donneront lieu à des défriches massives en compensation des années de restriction.

La bande ouest du corridor qui est actuellement l'objet de défriches intenses par des Betsileo pour y installer des rizières et des cultures de versant est une situation plus complexe de conservation et de développement. Il ne s'agit pas de reproduire les mêmes erreurs que dans la zone périphérique de

Ranomafana où des projets d'appui au développement uniformes, bien souvent sous la forme de greniers communautaires, d'écoles et de barrages, avaient été mis en place (Serpantié, 2004). Les mesures de compensation dans le cadre des GCF étaient au début de cet ordre là mais commencent à évoluer vers des actions plus spécifiques (formations en gestion, artisanat, sylviculture) qui répondent aux besoins locaux ; mais les financements disponibles et la durée de vie des projets d'appui semblent encore insuffisants vu l'étendue des zones à couvrir. L'enjeu d'un développement durable consisterait ici finalement davantage à détourner l'attention des Betsileo des potentialités agricoles du corridor qu'à leur " transférer " la gestion des forêts. Le problème qui se pose est que les nouvelles dynamiques économiques (production de rhum, activités minières) restent précisément en marge des initiatives d'appui au développement local car elles font intervenir l'essentiel des acteurs illégaux, non reconnus par le cadre législatif et réglementaire des GCF.

En pays Tanala, la menace pèse essentiellement sur les reliques de forêt de basse altitude, qui ne sont actuellement pas prises en compte dans les stratégies de conservation du gouvernement malgache et des ONG et sont souvent trop enclavées.

Quel aménagement du territoire ?

Au sein de la région du corridor, les résultats montrent que : i) il y a une inégale répartition des hommes et des activités, ii) les territoires présentent différentes contraintes et potentialités, qui ne permettent pas toutes les mêmes trajectoires de développement. L'aménagement du territoire, dans la compréhension française du terme, c'est " *la recherche dans un cadre géographique [...] d'une meilleure répartition des hommes en fonction des ressources naturelles et des activités économiques* " (Claudius-Petit, 1950). Cette approche implique une correction des inégalités spatiales pour favoriser la croissance et le développement économique, et promeut également une spécialisation fonctionnelle des territoires en fonction de leurs caractéristiques géographiques. Il semble en effet indispensable d'anticiper ou de corriger les effets antagoniques suivant la mise en place des dispositifs de conservation. Citons par exemple le report de la pression sur la forêt du corridor côté betsileo dans des villages tanala enclavés peu surveillés où la forêt de basse altitude est encore présente, ou encore l'amélioration de la qualité attractive de territoires tanala pour l'écotourisme mais des bénéfices versés aux Betsileo au détriment des villageois traditionnellement usagers de ces forêts.

La vision à l'échelle régionale de la diversité de situations territoriales et des facteurs qui en sont la cause permet d'envisager des stratégies de développement et les aménagements nécessaires. Il convient tout d'abord de s'interroger sur ces différenciations territoriales. Faut-il jouer sur la compétition ou la complémentarité des territoires ? Ou bien faut-il sacrifier des territoires au profit de l'enjeu global de conservation du corridor (cas des zones enclavées à mettre en zone de protection) ? Nos résultats ont montré la possibilité de jouer sur différents atouts de la région du corridor pour concilier conservation et développement. Le point de vue que l'on privilégie est celui évoqué par G. Rossi (2000) : " *la meilleure façon de ne pas fragiliser le futur est de préserver le maximum de possibles, de diversité, de capacités d'adaptation [...] Favoriser l'épanouissement de la diversité pourrait être la meilleure voie vers le développement humain durable* ".

En pays Tanala une approche serait de différencier deux situations dans les modes d'aménagement des territoires ruraux : les situations enclavées, et les situations en bordure de route. Une route de désenclavement atteignant la pointe sud du parc serait une première approche, pour favoriser la production bananière et de canne à sucre, c'est-à-dire l'expansion de leurs aires de collecte vers le Sud et l'Est. La conversion de la production illégale de canne en production légale (biocarburants par exemple) serait une perspective. En pays Betsileo, maintenir des populations rurales dans des territoires majoritairement forestiers, comme c'est le cas actuellement avec les dispositifs de GCF,

implique aussi une maîtrise de la démographie pour éviter une trop forte pression. Une solution serait de focaliser les efforts sur l'attractivité des villes, l'amélioration de l'organisation des filières agricoles pour valoriser les surplus et encourager à la mise en valeur des *tanety* en savane, et sur la gestion des plantations forestières d'Etat, quasi-abandonnées, au profit des riverains.

Les propositions de planification et d'aménagement ne correspondent donc pas nécessairement aux entités spatiales administratives choisies où se trouvent les compétences. Mais même si un niveau de gestion régional est souhaitable pour coordonner les différentes actions, les impulsions locales nouvelles sont souvent imbriquées à des formes de résistance du milieu conservacionniste qui conduisent à des inerties d'aménagement pour appuyer le développement. Pourtant l'ambition d'inclure les aires protégées et leurs zones périphériques dans un schéma de conservation à l'échelle régionale nécessite bien le maintien et la coopération des populations locales qui habitent et utilisent ces forêts depuis plusieurs siècles. Leur développement est une nécessité qu'elles revendiquent.

Conclusion

Face à la démultiplication des acteurs et des échelles de gestion (Moreau, 2006 ; Bidou *et al.*, 2006) mais aussi à l'urgence de mise en œuvre de la conservation (Carrière-Buchsenschutz, 2006), il s'agit de ne pas alourdir encore ce patchwork de règles et de zonages dans lequel les communautés paysannes se perdent déjà mais de s'appuyer sur l'existant. L'aménagement du territoire peut être une approche de résolution de l'antagonisme apparent entre conservation et développement. Les résultats de cette recherche ne constituent qu'une étape préliminaire mais indispensable pour planifier un développement local compatible avec les zonages de conservation. Seule une confrontation de ces informations avec l'ensemble des acteurs concernés permettra le passage à des propositions concrètes d'aménagement (Benoit *et al.*, 2006). Les modes de maîtrise de l'espace sont le produit d'acteurs donc il est très difficile d'en tirer une véritable prospective faute de connaître ce que feront ou voudront ces acteurs. Mais comme le souligne Brunet (2005, p.87) : "*On ne peut pas prétendre que l'on sait ce qu'il va arriver dans les années qui viennent mais on dispose d'hypothèses, de probabilités pour que ceci marche ou pas, grâce à un savoir accumulé, et à des regards neufs, des angles différents, en retournant les cartes et en essayant toujours de penser autrement*". En ce sens, une meilleure connaissance des stratégies et pratiques en cours et déjà maîtrisées par les populations locales dans l'ensemble des territoires en périphérie des aires protégées constitue une première étape à une planification régionale du développement local.